
Quelle est la plus forte contradiction du système REDD+?

Cela fait presque dix ans qu'un groupe de banques, d'entreprises, de gouvernements et d'ONG essaient de montrer au monde que le système REDD+ est un bon moyen pour combattre les changements climatiques. Ce système sera un élément fondamental du nouvel accord mondial sur le climat sur lequel les gouvernements commencent à discuter en ce moment à Lima, au Pérou, en prévoyant qu'il sera conclu en 2015 à Paris. Or, en examinant les politiques REDD+ qui ont été formulées et les nombreux projets expérimentaux qui ont été mis en œuvre, le WRM constate que ce système accumule les échecs et qu'il pêche de nombreuses contradictions.

Cela fait presque dix ans qu'un groupe de banques, d'entreprises, de gouvernements et d'ONG essaient de montrer au monde que le système REDD+ est un bon moyen pour combattre les changements climatiques.

Or, en examinant les politiques REDD+ qui ont été formulées et les nombreux projets expérimentaux qui ont été mis en œuvre, le WRM constate que ce système accumule les échecs et qu'il pêche de nombreuses contradictions. (Pour en savoir plus, [voir la page correspondante du WRM](#)).

Malgré cela, ce système sera un élément fondamental du nouvel accord mondial sur le climat sur lequel les gouvernements commencent à discuter en ce moment à Lima, au Pérou, en prévoyant qu'il sera conclu en 2015 à Paris. Le nouvel accord vise à disposer de davantage de fonds de la Banque mondiale et des agences de coopération de la plupart des gouvernements du Nord, pour faire modifier les législations forestières des pays de forêt tropicale en les adaptant à la logique de marché nécessaire à l'application de REDD+.

Ces raisons ont été suffisantes pour que le WRM et un ensemble d'organisations et de réseaux mondiaux fasse [un appel à l'action](#), en soulignant qu'il faut lutter non seulement contre REDD+ mais aussi contre les industries pétrolière, gazière et minière qui en sont les principales bénéficiaires, en plus de combattre le capitalisme global.

L'occasion est bonne pour énumérer les contradictions les plus graves du système REDD+:

1 - Les promoteurs de REDD+ affirment que les communautés ne seront pas désavantagées par les projets REDD+, parce qu'ils seront tous mis en œuvre en appliquant le principe du consentement préalable, libre et en connaissance de cause. Cependant, les projets de réduction des émissions de carbone dans les forêts qui ont déjà été mis en œuvre ont été conçus et définis par les techniciens des entreprises ou des ONG qui les proposent, sans donner aux communautés l'information nécessaire et complète et sans leur demander si elles voulaient ou non transformer leurs forêts en 'réservoirs' de carbone. Pour aggraver encore les choses, ces projets s'accompagnent souvent de

la criminalisation des communautés, en plus de porter atteinte à leur souveraineté alimentaire, à leur contrôle du territoire et à leur autonomie.

2 - Les promoteurs de REDD+ justifient leurs projets en accusant les communautés qui dépendent des forêts tropicales d'être les principales responsables du déboisement à cause de leur mode de vie. Cependant, ces promoteurs accordent une importance secondaire aux véritables causes du déboisement, dont sont responsables les entreprises et les institutions financières qui sont derrière la construction de barrages hydroélectriques, l'agriculture industrielles, l'extraction minière à grande échelle, l'exploitation de pétrole et de gaz, etc. Pour aggraver encore les choses, ces entreprises sont les principales bénéficiaires des projets REDD+, qui leur permettent d'acheter des crédits carbone et de 'verdier' en même temps leur image.

3 - Les promoteurs de REDD+ disent aux communautés qui habitent dans la zone d'un projet que le fait de 'stocker' le carbone dans leur forêt contribue à réduire la pollution de l'air et les effets des changements climatiques à l'échelon mondial. Cependant, ils ne leur disent pas que le carbone 'stocké' dans la forêt donne aux grandes industries polluantes le droit de continuer à libérer du carbone dans l'atmosphère et que cela aggraverait encore plus les changements climatiques, avec des effets négatifs sur les forêts elles-mêmes. En revanche, les promoteurs des projets obligent les communautés – qui n'émettent pratiquement pas de carbone – à modifier leur mode de vie, tout en veillant à ce que le 'mode de vie' des grandes entreprises des pays industrialisés puisse rester inchangé.

4 - Les promoteurs de REDD+ dépensent plus de la moitié de l'argent des projets à payer des consultants chargés de calculer et de recalculer les volumes de carbone censément présents, aujourd'hui et à l'avenir, dans la forêt concernée par le projet. Cependant, ces calculs ne sont pas fiables et, pire encore, ils détournent encore plus l'attention des causes réelles du réchauffement planétaire.

5 - Les promoteurs de REDD+ affirment que le reboisement, c'est-à-dire la plantation d'arbres, peut être considéré comme un projet REDD+ parce qu'il augmente la superficie des 'forêts' du monde et le 'stockage' de carbone. Cependant, ce reboisement se fait en créant de vastes plantations d'eucalyptus en régime de monoculture, destinées à approvisionner les usines de pâte à papier; ces plantations sont gérées de façon industrielle et mécanisée, avec des cycles de rotation courts (6 an) et à grand renfort de produits toxiques et d'engrais chimiques dérivés du pétrole.

6 - Les promoteurs de REDD+ affirment que l'agriculture peut être 'intelligente vis-à-vis du climat'. Cependant, cette 'intelligence' consiste à appliquer les méthodes de l'agriculture industrielle, avec des semences transgéniques plantées en régime de monoculture à grande échelle et en dépendant considérablement du pétrole.

7 - Une entreprise énergétique d'un pays industrialisé d'Europe ou d'Amérique du Nord qui ait acheté des crédits carbone d'un projet REDD+ peut affirmer qu'elle possède des documents attestant qu'elle est propriétaire du carbone présent dans une étendue de forêt déterminée. Cependant, cette forêt est à des milliers de kilomètres du 'propriétaire' supposé du carbone, qui n'a pas la moindre idée de l'endroit où 'son carbone' est 'stocké' ni des personnes qui habitent ce territoire depuis des générations.

8 - D'un côté, le gouvernement de Norvège accorde des sommes milliardaires au Brésil pour réduire les émissions dues au déboisement. De l'autre, ce même gouvernement norvégien vient d'annoncer que son entreprise Statoil va forer de nouveaux puits de pétrole au large du Brésil. Ainsi, le carbone

de l'atmosphère augmentera encore, et les profits de l'entreprise – qui dépassent de loin le montant alloué aux gouvernements du Brésil et d'autres pays tropicaux pour 'réduire le déboisement' – augmenteront également.

9 - Les promoteurs de REDD+ ont réussi à faire dépenser beaucoup de temps et d'argent à s'occuper d'une cause secondaire des changements climatiques: le déboisement et la dégradation des forêts. De leur côté, les gouvernements ont consacré très peu de temps et d'argent à s'attaquer au problème de fond. Cela est d'autant plus grave que personne n'ignore la véritable solution: laisser le pétrole, le charbon et le gaz dans le sous-sol.

10 - Les promoteurs de REDD+ affirment que la seule manière de sauver les forêts tropicales c'est que l'humanité fasse appel à des systèmes tels que REDD+ et mette un prix à la nature. Cependant, pour les communautés forestières la valeur des forêts est incommensurable et il est impossible d'attribuer un prix à ce que les peuples indigènes considèrent comme sacré.

À vous maintenant de décider – et ce ne sera pas facile – laquelle de ces contradictions de REDD+ est la plus grave!